

mage. Les membres de notre groupe refusent de parler de surproduction. Nous prétendons qu'il s'agit d'une sous-consommation. Certains ministres ont admis, toutefois, que c'est parce qu'il y a abondance de tout,—"accumulations de stocks" est le terme employé, je crois,—que nous connaissons le chômage et la gêne.

Pour les membres de notre parti, le problème ne paraît pas difficile à résoudre, évidemment, mais parce que le Gouvernement poursuit une certaine politique financière, le problème lui paraît difficile. Il convoque une conférence fédérale-provinciale et échafaude toutes sortes de plans pour venir à bout de la situation, sans pour cela modifier fondamentalement sa politique financière. Or, quelle est la situation? D'une part, il y a abondance de biens qui seraient de nature à rendre la vie agréable, facile et sereine. Le Canada peut réaliser cette sécurité dans le domaine de la production matérielle. D'une part, des accumulations de marchandises. Peu importe leur nature. Il peut s'agir d'aliments, de meubles ou de vêtements, de n'importe quoi qui puisse satisfaire les besoins de la population. Nous en disposons en abondance.

Mais, d'autre part, que trouvons-nous? Des malheureux dont les revenus ne suffisent pas à les faire vivre. Même ceux qui touchent des revenus convenables, d'ailleurs, sont obligés de compter leurs sous. Certains d'entre eux désirent-ils s'offrir quelque chose dont le prix dépasse tant soit peu les possibilités de leur enveloppe de paie? Il faut alors qu'ils achètent par tempérament, hypothéquant ainsi leurs rentrées futures qui ne sont ainsi plus disponibles pour l'achat de la production future. Quant aux chômeurs, ils n'ont pas de revenus du tout, et les revenus de ceux qui travaillent ne suffisent pas à acheter la quantité énorme de marchandises que le Canada peut produire, et qu'il produit effectivement.

Entre ces gens-là et cette immense réserve de produits siège le cabinet, ceux qui régissent le bien-être commercial et économique de notre pays. Les voilà. Quelle est leur fonction? La réponse devrait être simple. Il s'agit de faire en sorte que ces biens soient distribués à la population. Ce ne devrait pas être sorcier. Et pourtant, on ne sait pas très bien pourquoi, cela semble terriblement compliqué à ces premiers cerveaux de notre pays, à ces gens qui tiennent les leviers du pouvoir. Ils ne peuvent mettre entre les mains de leurs légitimes propriétaires ces biens dont je parlais. Comment cela se fait-il? Présentons le problème plus simplement: on a six pains et six hommes affamés mais les esprits supérieurs du pays ne peuvent trouver la façon de faire parvenir les six pains aux six affamés.

M. Ellis: Ils croient à la libre entreprise.

M. Hansell: C'est une bien étrange situation. On serait fondé à croire que le cabinet compte suffisamment d'esprits supérieurs pour parvenir à la solution et tel devrait être le cas. J'ai jeté un coup d'œil sur le guide parlementaire afin d'établir certains faits. Il sera peut-être renversant d'apprendre que les membres du cabinet se partagent 59 doctorats, dont certains, bien entendu, furent accordés à titre honorifique. On mentionne sept maîtrises. On en mentionnerait peut-être un plus grand nombre si ce n'était le fait qu'on ne parle pas toujours de la maîtrise lorsque l'intéressé a obtenu son doctorat à la suite d'études déterminées. Il est question de douze baccalauréats. Un ou deux ministres ont été professeurs d'université et, à un moment donné, le cabinet comptait deux anciens chanceliers d'université.

Ne peut-on pas penser que tous ces cerveaux qui se cachent sous le crâne de ceux qui occupent les banquettes ministérielles devraient être en mesure de pouvoir répartir la vaste production du Canada entre ceux qui l'ont produite, ceux qui y ont vraiment droit?

On serait fondé à le penser. Mais tous ces talents ne peuvent régler ce problème. Et quand nous, dans ce coin-ci de la Chambre, prétendons posséder la solution à lui appliquer, on dit de nous que nous manquons de talent! (*Exclamations*)

M. Knowles: Consignez-là au compte rendu.

M. Hansell: Mon chef dit qu'il va quitter le parti maintenant. J'espère que je n'aurai pas à en prendre la tête, car j'aurais à diriger un parti qui manque de talent. C'est du moins ce que pensent nos amis libéraux.

M. Knowles: Un aveugle qui en conduit un autre.

M. Hansell: On nous a traités de timbrés, de drôles. Cependant, si tous les talents qui composent actuellement le cabinet ne peuvent résoudre ce simple problème, l'opinion jugera peut-être bon un jour de faire preuve d'intelligence en demandant aux timbrés que nous sommes de passer du côté ministériel pour résoudre ce problème. Je suis persuadé que nous y parviendrions mieux que ceux chez qui l'on compte 59 docteurs, 7 maîtres, 12 licenciés, des chargés de cours universitaires et des chanceliers d'université.

M. Winch: Les indépendants se cherchent un chef.

Une voix: Non!